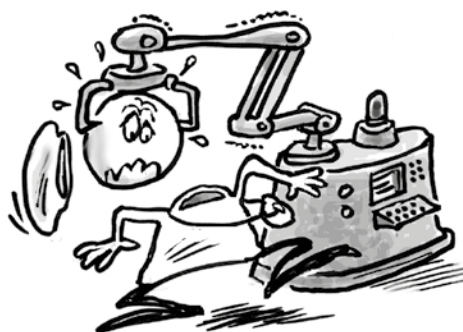


la lettre à LULU



En avril, ne te découvre pas d'un film

irrégulomadaire satirique N° 130, avril 2025



**Les chouchous
de madame
MORANÇAIS**
Les épargnés du
massacre
à la tronçonneuse

Page 6

NANTES COLONIA-liste

Les rues de la ville sont pleines de héros de la traite négrière, de la colonisation et du racisme. Civils ou traîne-sabres, *Lulu* en a repéré 103. Au même moment, le projet de centre de rétention pour étrangers en exil renoue avec le temps où la « police des Noirs » enfermait les anciens esclaves dans des dépôts pour les renvoyer dans les plantations antillaises.

► pages 2 et 3



Geste barrière

Le palace déprime

Tout va mal pour l'industrie du palace et du casino.

L E GRAND LUXE, c'est la misère. À la tête du groupe Barrière qui détient palaces de luxe, restos haut de gamme et casinos, dont ceux de La Baule, les héritier-ères, frère et sœur, Alexandre Barrière et Joy Desseigne-Barrière pleurnichent « face à la concurrence des Gafam, dont les moyens sont considérables et les taux de prélèvement très faibles. Aujourd'hui, un vendredi soir, vous pouvez choisir entre aller au casino ou regarder Netflix. Cette concurrence est réelle » (*Décideurs mag*, 14/02). Avec 1,38 milliard de chiffre d'affaires en 2023 et un résultat net en croissance à deux chiffres depuis le creux de 2020, et « plus d'un million de coupes de champagne servies chaque année », on se demande ce qui fait barrière au profit. Et combien de champ' n'est pas bu, la faute à la rivalité malfaisante des séries. Les deux patron-nes du groupe, Alex et Joy, ont pris le pouvoir en 2023 en gagnant un procès contre leur père. Une vraie tragédie grecque. Depuis, les voilà inquiet-ètes pour leurs 32 casinos que Netflix attaque tous les vendredis soir, leurs 20 hôtels de luxe, trois golfs et plus de 150 restos, du modeste Fouquet's parisien aux bouis-bouis à Deauville ou à Dubaï. À La Baule, les pauvres n'ont que trois hôtels, un seul golf, le country club de tennis et un casino de rien du tout dont les taxes versées à la Ville s'élèvent à 1,88 million d'euros par an. En novembre dernier, le maire, Franck Louvrier, a défendu le groupe Barrière chéri contre un projet à l'étude de légaliser les casinos en ligne, au détriment des tripots légaux du groupe Barrière, premier employeur mais surtout grand contributeur au budget municipal. Louvrier a brandi le spectre de « perte de chiffre d'affaires, diminution des recettes fiscales, fermetures d'établissements, possible suppression de milliers d'emplois » (*L'Écho de la presqu'île*, 24/10/2024). Plus besoin de larmoyer, le projet est à l'abandon. Coté palaces et casino, la direction pleurniche aussi : le bandit manchot baulois aurait fait grise mine en 2024, déserté pour cause de pluie permanente et de Jeux olympiques perte sèche. Mesdames et messieurs, Alex et Joy vont passer parmi vous en faisant appel à votre générosité en ces temps difficiles. Faites-leur bon accueil. ■

Circulez, y a rien à voirie

On s'est rué sur les colonies. Bien des rues nantaises entretiennent cette mémoire prédatrice. Galonnés, civils, penseurs... Des noms, des noms !

L'INVENTAIRE des rues, quais et boulevards portant des noms négriers a été fait : Kervégan, Deurbroucq, Montaudouine, Mel-lier, Grou, pour les plus connus, sans oublier le capitaine Moncoussu, La Bourdonnais – amiral négrier pour le compte de la C^e des Indes –, Du-gommier – planteur esclavagiste en Guadeloupe –, Colbert, indissociable du Code noir au niveau de l'État, ou l'oublié Paul Dubois, député de Loire Inférieure défendant en 1831 un ca-pitaine négrier et la traite illégale to-lérée à Nantes. Le maire Soubzmain a été armateur de quatre expéditions de traite clandestine de 1817 à 1822. Commémoré au cimetière de la Bou-teillerie par une plaque mention-nant : « À d'Haveloose, le bienfaiteur des pauvres », pour ses dons en fin de vie, Charles-Mathurin d'Haveloose était, avant sa générosité tardive, un armateur négrier prospère. Même mention pour Guillaume Grou, do-nateur d'un legs dédié à créer une « maison d'orphelinat et de bastards ».

La marque de l'empire

Bâti sur les mêmes principes suprémacistes que l'esclavage et la traite, le colonialisme a aussi laissé bien des traces dans les rues nantaises. La liste est longue. Et non exhaustive. La carte de Nantes est saturée de références coloniales. À commencer par des lieux de défaite de l'ennemi qui a résisté à la conquête. La rue Mazagran ne sent pas le café dans une épaisse tasse haute, mais une victoire de l'armée coloniale en Algérie en 1839, un demi-millier de morts au bout des fusils français. La géographie cache souvent l'histoire : la rue d'Alger est nommée en 1837 pour célébrer la campagne de conquête de l'Algérie par la France. Quand la voirie se nomme Tahiti, Touamotou, Moorea, Îles Gambier, Loyauté, Marquises, Nouvelle-Calédonie, c'est encore l'empire colonial qui s'autocélèbre et marque son territoire. Idem pour les rues de Constantine, de Mascara, de Saint-Domingue, du Sénégal, de la Guyane, du Tonkin. Les boulevards des Antilles, du Dahomey et l'allée de la Martinique ne sont pas des invitations au voyage, mais le rappel que ces terres étaient, ou sont encore, des possessions françaises acquises par la force des armes et de la « mission civilisatrice ». Le square des Combat-



tants-d'Afrique-du-Nord le souligne, on n'était pas là pour rigoler.

Nom de nom !

Le récent lycée Mandela (mais pas de rue) ne suffit pas à gommer la célébration de l'Afrique du Sud de l'apartheid par les rues du Transvaal, de Prétoria, des Boers, Pietrus-Joubert, Botha, de Wet, trois généraux boers combattant l'impérialisme anglais. Même référence pour Villebois-Mareuil (une rue, une statue derrière la Bourse), mercenaire français, cofondateur de l'Action française avec Maurras, vexé que l'armée lui refuse d'aller coloniser Madagascar après avoir sévi en Tunisie et en Algérie, engagé volontaire auprès des colons blancs afrikans. Le goupillon est représenté par la rue Dorgère, missionnaire précédant et accompagnant les militaires au Dahomey. La rue Bonaparte incarne l'obstination : l'esclavage légal rétabli moins de dix ans après son abolition. Malgré son aura de « libérateur des esclaves », Victor Schœlcher (une rue, une passerelle) est controversé : il défend la poursuite de la colonisation. Le mythe lui attribue tout le mérite de l'abolition, occultant les longues luttes et révoltes des esclaves qui ont précédé.

Hommages aux sabreurs

Du côté des traîne-sabres donneurs de noms de rue, un bataillon de ces badernes a sévi en Algérie au XIX^e, alternant conquêtes et poursuites de la guerre, renommées « pacifications » : les généraux Margueritte, de Sonis, Chanzy, Le Flô, Lamoricière, Damrémont, Marie-Alphonse Bedeau, Laperrine (a aussi servi et sévi en Tunisie, au Sénégal, au Soudan), O'Neil... Le capitaine des chasseurs d'Afrique Corhumel finit à Madagascar en 1895. Joffre y débute en massacrant des Malgaches. Joseph Cholet cumule militaire et civil, devenu administrateur colonial, arpenteur du fleuve Congo et pilleur d'objets rituels. Le général Marchand commence par la conquête du Soudan en 1890. Partisan de la guerre totale, Lyautey exige des munitions chimiques pour mater la rébellion du Rif au Maroc en 1925, guerre présentée là aussi comme une « pacification », où Leclerc sévit également. Comme de Lattre de Tassigny, avant d'aller casser du Viet en Indochine. Le capitaine Hervouët est aussi de l'Indo, jusqu'à Diên Biên Phu. Cochinchine, Mekong, l'officier de marine Francis Garnier se fait oublier à 250 m de l'Erdre. Leurs noms sont placés aux coins des rues nantaises, le Tonkin est leur terrain : le lieutenant Louis Jehenne y meurt de fièvre, comme tout bon héros en carton, avant de se faire une place, à trois kilomètres du Rond-point-des-Combattants-d'Indochine (les vrais, les Français, pas les méchants Viets). Sergent Bobillot, simple troufion, s'y fait trouer la panse en 1885, devenant héros de légende. Xavier Desgrées du Lou y est décoré en 1894. L'amiral Courbet (Amédée, Anatole, Prosper de ses petits noms), passe de gouverneur de Nouvelle Calédonie à conquistador en Indochine à partir de 1883. Le commandant Rivière a maté de l'indigène kanake avant de finir au Tonkin, transpercé puis décapité. Soldat, Mermoz réprime la révolte des Druzes en Syrie dès 1921 pour asseoir l'occupation coloniale tricolore. Le général Sarrail est aussi de ce mauvais coup, limogé pour sa violence répressive, 12 000 à 16 000 morts dans son sillage, surtout syriens. Le général Koenig a participé de la « pacification » sanglante du protecto-

rat du Maroc. Avant de signer l'indépendance de l'Algérie, De Gaulle est responsable des massacres de Sétif et Guelma en mai 1945.

Beaucoup n'ont aucune attache avec Nantes, comme Émile Cheyson, parrain de la Société française des ingénieurs coloniaux, proche du Parti colonial à la fin XIX^e.

Honneur aux civils

Cartier, Champlain, Montcalm, marquent la colonisation du Québec et le pillage organisé. Dupleix assure la domination française à Pondichéry et Chandernagor. Dumond d'Urville est membre du Parti colonial. Le fanatique Georges Picot concocte les accords Sykes-Picot de 1916 dépeçant l'empire ottoman avec la complicité des Britanniques. Du côté des politiques, Paul Doumer est, durant cinq ans à partir de 1897, gouverneur général de l'Indochine, pour en faire une colonie rentable en régissant notamment l'opium. Paul Bert, auteur de manuels scolaires racistes. Jules Ferry a brandi son « devoir de civiliser les races inférieures ». Jules Siegfried crée en 1898 le groupe colonial au Sénat, mais n'a que 100 m de chaussée. Place à Jean Macé et sa Ligue de l'enseignement voulant éduquer les « peuples encore sauvages ou attardés ». Gambetta appuie l'élan colonial de la III^e République. Carnot signe en 1893 le décret créant la colonie de Côte d'Ivoire. À Chantenay, la rue Renan a zappé le prénom mais il s'agit bien d'Ernest, penseur d'un racisme savant justifiant la colonisation, dont un collège à Saint-Herblain (quartier Harlière)

porte le nom. Il se dit à la mairie qu'il pourrait être débaptisé lors de sa réimplantation 500 mètres plus loin..

Du baron Pierre de Coubertin, ouvertement procolonialiste, on ne retient que les JO. Édouard Herriot organise l'exhibition de 120 Sénégalais au village colonial de l'expo universelle de Lyon en 1914. Aristide Briant mène la guerre du Rif au Maroc en 1925, ardent défenseur de « l'œuvre de civilisation » du colonialisme, comme Lamartine, certes cofondateur de la Société française pour l'abolition de l'esclavage, mais partisan, en 1834, de l'export de notre belle civilisation en Algérie. Gaston Doumergue : cinq ans ministre des Colonies, nommé en 1902 et en 1914. Georges Leygues, ministre des colonies en 1906, Georges Mandel au même poste de 1938 à 1940. « Homme de la paix en Indochine » après Dien Bien Phu, Mendès-France a précédemment voté tous les budgets de la guerre, et soutenu mordicus la croisade du corps expéditionnaire. En Algérie, il a validé les premiers largages de napalm sur les villages de l'Aurès. Et Mitterrand ? Un fervent guillotineur : 45 condamnations à mort de militants algériens, exécutés sous son ministère. La voirie regorge de références sanguinaires et racistes.

Plaques bleues, blanc, rouge sang

Les plaques bleues honorent aussi des savants, dont trois naturalistes du XIX^e, Buffon, Linné, Cuvier, auteurs de théories basées sur le racisme scientifique et des nomenclatures racistes. Henri Dunant a fondé la Croix rouge, et une société coloniale en Algérie. Jules Verne, désormais officiellement reconnu comme colonialiste, assumé mais excusé a posteriori, a deux kilomètres de boulevard, une clinique, un garage, un lycée, un musée, une pharmacie, un techno-campus à son nom. Clémence Royer réfute le discours contre l'égalité des races à la Société d'anthropologie. L'aventurier antiquaire Frédéric Cailaud a pillé sans vergogne les momies de pharaons aujourd'hui détenues par le musée Dobrée et le museum voisin. Quelques étrangers dans ce panthéon de la honte : Washington, planteur exploitant 317 esclaves à la fin de sa vie, Wilson, admirateur du Ku Klux Klan et responsable du retour en arrière de la discrimination des Noirs états-unien, Churchill adepte de la « supériorité de la race » britannique en pillant, tuant, brûlant les récoltes des rebelles en Inde. Toutes ces plaques à déboulonner, ça en fait, du boulon. Euh, du boulon. ■

José Anténor Firmamant



Gloire aux racistes patentés

Les infréquentables ont pignon sur rue.

MAIRE de Nantes, Gérard Mel-lier est célébré par 300 m de rue et une salle à son nom en mairie. Il écrit en 1716 : « Les nègres sont enclins au vol, au larcin, à la luxure, à la paresse et à la trahison » et en fait « propres qu'à vivre dans la servitude et pour les travaux et la culture des terres du continent de nos colonies d'Amériques ». Connue comme féministe et scientifique, Clémence Royer donne son nom à 220 mètres de rue, à un es-

pace départemental d'accueil d'enfants et à un groupe de la Libre Pensée. En 1873, à la Société nationale d'anthropologie, la Nantaise dit : « Si les races à peau blanche et à cheveux lisses sont devenues supérieures aux autres, c'est que leur organisation cérébrale, aidée par les circonstances, les a rendues plus aptes au progrès ». Aujourd'hui, la contribution à l'épaisseur historique du racisme de ces deux-là devrait suffire à les rayer de la carte. ■

Un climat de tension et de rétention

Comment Johanna Rolland a accepté une prison spéciale pour étrangers qui n'ont commis aucun délit.

RÉSUMÉ des épisodes précédents. Johanna Rolland se plaint régulièrement du manque d'argousins arpentant sa ville. À l'automne 2022, un pseudo-palmarès mondial des villes dangereuses fait de Nantes la 47^e, juste devant Bogota. Largement repris et commenté, ce hit parade n'est en fait qu'une base de données serbe cumulant sans filtre ni base objective des avis divers, comme tripadvisor pour les restos. Pour démontrer l'absurdité de ce classement, un internaute féru de blague informatique fait en quelques heures de Brest la ville la plus dangereuse du monde* en bombardant des dizaines de faux avis négatifs, anxigènes et imaginaires, brouillant les sources de son ordinateur pour ne pas être repéré. Au tribunal judiciaire, les avocats constatent alors que les peines prononcées sont plus lourdes, comme pour compenser la mauvaise image de ville coupe gorge... Ce classement 100 % bidon, c'est du Nantes bashing prémâché. C'est n'importe quoi, mais les édiles nantais paniquent. D'autant que l'extrême droite surfe sur un viol commis par des étrangers, même si la victime, consternée par l'amalgame immigration-délinquance, demande par l'intermédiaire de son avocate « que cesse la récupération politicienne du drame qui la touche ».

Johanna Rolland réclame d'urgence un énième rab de police nationale dans son fief. Darmanin, ministre de l'Intérieur, dit OK, promet une compagnie de CRS, dont 80 affectés en permanence à Nantes, et obtient que la présidente de la métropole accepte la création d'un centre de rétention administrative, alias CRA. Autrement dit, une prison de transit, un camp de concentration avant expulsion, dédié à des gens qui n'ont commis aucun crime, sauf à considérer l'exil comme une faute à punir.

Ordre des choses

Adjoint à la sécurité, le socialiste Pascal Bolo en remet une couche, lâchant qu'un centre de rétention administrative, c'est « dans l'ordre des choses pour une métropole de la taille de Nantes », tout en notant qu'« une part significative de la délinquance en centre-ville est liée à des personnes étrangères, souvent jeunes, qui n'ont aucune chance, car aucune raison légale, d'obtenir un titre de séjour » (Presse-O, 05/10/2022). C'est ce qu'on appelle enfoncer le clou : deux ans avant, Bolo avait déjà associé délinquance et migrants. Fake palmarès, faits divers, petite musique raciste, tous les ingrédients sont là pour accepter le package de Darmanin, CRS+CRA.

Résumé des épisodes présents. Le projet d'appel d'offres pour la construction de cette prison spéciale est concocté par la société d'ingénierie Egis, dont les locaux nantais ont déjà eu plusieurs fois la visite de militant-es, en janvier et mars, perturbant les entrées ou bloquant les issues du bâtiment dans le parc du Perray, près du périmètre. Une demi-journée perdue pour la trentaine d'employé-es d'Egis, lock-outé-es sur leur parking avec trois flics impuissants face à une pe-



tite cinquantaine de militant-es matinaux et joviaux. Egis a déjà quelques casseroles. Il a notamment été dénoncé par l'ONU pour son développement avec Alstom d'un tramway censé relier Jérusalem aux colonies israéliennes illégalement implantées en territoire palestinien. Egis est aussi pointé du doigt par les manifestant-es en Serbie, impliqué dans un chantier de gare dont l'auvent en béton s'est écroulé en novembre 2024, faisant 15 morts, ouvrant un scandale de corruption doublé d'un large mouvement populaire. Lors du mouvement contre le projet de Notre-Dame-des-Landes, la société Biotope, tout aussi mandatée par l'État, en 2012 pour inventorier

faune et flore avant le chantier, n'a pas un bon souvenir de son implication, montrée du doigt, empêchée de travailler, cambriolée... Les entreprises qui auront le marché risquent d'être confrontées aux mêmes oppositions. L'appel d'offres doit être lancé mi-mai, les équipes candidates à la construction connues en janvier 2026. Budget prévu : 36,6 M€ HT, sans compter les dérapages budgétaires et les salaires des deux centaines de policiers affectés au CRA ! Objectif : livrer cette prison en deux ans. À moins que le slogan « le cracisme ne passera pas » ne vienne perturber ces échéances. ■

Toussaint Enfermeture

* Un autre taquin a obtenu le même résultat pour la ville de Lund en Suède.

22 long rafle Les partisans du facièsme

Contrôles au faciès dans le centre de Nantes, les policiers municipaux en supplétifs.

ON POURRAIT croire à une répétition générale avec la création du centre de rétention administrative à Carquefou. Depuis le 21 janvier, nombreuses sont les opérations de contrôles policiers à la croisée des trams et dans les quartiers populaires. Menées par les deux polices, nationale et municipale, les contrôles sont ciblés au faciès. La préfecture a annoncé avoir libéré des places en centre de rétention. En janvier et février, 31 personnes ont été enfermées après ses descentes en ville. « Tous les jeudis, à la permanence d'accueil, on reçoit des gens qui viennent de se faire contrôler, du fait qu'ils sont noirs ou arabes », note une militante du Gasprom qui, comme la Cimade, recueille de nombreux témoignages de ces contrôles arbitraires et discriminatoires. Déléguée FO police municipale, Céline Pérémarty confirme à Lulu, avec une révélation statistique de trottoir : « On n'a ciblé que les gens sous OQTF* parce que la quasi-totalité du trafic est opéré par des personnes étrangères. Ce n'est pas de notre fait. Nous sommes en soutien de la police nationale. Nous ne faisons pas directement de contrôle d'identité, sauf si une infraction est commise, cra-

chat, mégot ou déchet sur la voie publique** ». Ce genre d'opération, on en fait en moyenne une par semaine. La cellule coordination police nationale sollicite notre coordination, on est invité et on répond : tant d'effectifs, tant de véhicules. On a de très bons échanges. ». Plusieurs fois interpellée en « réunions internes » par les écolos sur cette implication hors cadre de la police municipale, la maire de Nantes joue profil bas. Aucune condamnation quand ses argousins se font supplétifs de mesures raciales. « On n'a obtenu que des réponses floues, alors que, de son côté, le préfet assume avoir vidé des places en CRA » note Marie Vitoux, adjointe EELV, dont le parti est fermement opposé à cette répression des exilé-es et qui a soutenu les recours contre ces contrôles au faciès qui ont annulé le système des fiches ciblées instauré par le préfet. Reste que, dans une ville où s'est déjà pratiqué la chasse aux Noirs, à l'époque négrière (lire ci-dessus), le présent marche sur les mêmes traces. C'est donc ça, le tracisme systémique. ■

Gustavo Papillé

* Avis d'expulsion (Obligation de quitter le territoire français).

** Infractions prévues par arrêtés municipaux.

Prison pour innocents, saison 2

Enfermer les Noirs, une vieille habitude nantaise.

RETOUR du refoulé : « Le centre de rétention à Nantes s'inscrit dans un continuum raciste et colonial. La police des Noirs, les lieux d'enfermement, ça a déjà existé lors de la période négrière », soulignent les militant-es du collectif antiraciste et décolonial Isonomia. Ce précédent, c'est celui des « dépôts » enfermant les esclaves importés des colonies pour servir comme domestiques ou artisans. Le pouvoir royal veut freiner ces arrivées, éviter les risques d'unions mixtes et surtout les affranchissements de droit, un édit de 1315 ayant aboli l'esclavage en métropole. La déclaration royale du 9 août 1777 crée une « police des Noirs » pratiquant des rafles, transférant les contrevenants dans les ports, dont celui de Nantes, principale base négrière du royaume. L'article 3 permet

l'arrestation, l'article 12 le maintient en « état » d'esclave. Le Nantais Gérard Mellier a contribué à initier ces mesures, rédigeant en 1716 un complément au Code Noir qui n'avait pas prévu ce troisième côté du voyage triangulaire, la présence de ces Noirs en métropole, et ce gênant droit du sol. Selon le règlement de 1777, tous les « Noirs, mulâtres & autres gens de couleur » sont « arrêtés & reconduits dans le Port le plus proche, pour être ensuite embarqués pour nos Colonies » et, en attendant, emprisonnés dans ces dépôts « destinés à retenir, à côté de ceux qui auraient pu être amenés irrégulièrement sur la place, tous les nouveaux arrivants ». Deux siècles et demi après, mêmes arrestations, enfermements, déportations. Seul le transport change, l'air remplaçant la mer. ■

Maître carré

Jules Verne passé au détachant

Officiellement reconnu colonialiste, mais en costume d'époque. L'écrivain sort de chez la blanchisseuse.

JULES VERNE, colonialiste ? La nouvelle directrice du musée Jules-Verne-Cité des imaginaires l'a admis le 28 février lors de la présentation d'étape du projet, bâtiment désamianté, en attente des travaux. Une évolution par rapport aux discours de déni des vernolâtres patentés défendant aveuglément leur héros. Mais bon, toujours pas un seul chercheur décolonial recruté dans un comité des sages ou un conseil scientifique pour veiller au grain. Recrutée au musée Beaubourg-Metz, Alexandra Müller prend les devants en admettant d'emblée, sans qu'on la force, que Verne était colonialiste mais en se préparant le double argument : 1/ il était le miroir de son époque, toute critique étant aussitôt impossible, frappée d'anachronisme. 2/ Nantes célébrera l'œuvre, pas l'homme (on laisserait ça à Amiens, qui le fait déjà). Revoilà la rhétorique de la sé-

paration entre l'homme, l'artiste et son œuvre. Il faut donc séparer le viol du violeur, le colonialisme du colonialiste, le machiste du patriarcat, le raciste de son racisme... Sauf que ce baratin de circonstance est contredit par la répartition des surfaces dédiées au sein du futur grand musée Jules-Verne : 180 m² environ seront voués à la « trajectoire de l'auteur », 200 m² à la « fabrique de l'œuvre », et 600 m² à l'« interprétation et mise en perspective des univers des Voyages extraordinaires ». Soit quasi autant pour le bonhomme que pour ses bouquins, et donc plus d'un quart des surfaces dédiées à l'auteur, que paraît-il, c'est promis, on ne célébrera pas... Comme si on faisait un musée dédié à Céline, Polanski, ou Gabriel Matzneff, en honneur de ces illustres auteurs, sans parler d'eux, tout en en parlant quand même. ■

Jules Baliverne



Un vote refusé à la majorité des abstentions. Majorité des quoi?

Cui cui
La cavale
du butor

« Du merle au butor étoilé, il y avait de tout, mais près de la moitié était rongée par les poux et la vermine. » Le cambriolage a été très propre, très pro, sans traces ni effraction. Personne ne retient l'hypothèse la plus plausible : les oiseaux abandonnés dans le musée, fermé depuis deux ans, venaient de visionner *Chicken run*, et se sont littéralement envolés. ■



Aurélië Lefeuvre,
ancienne roncière*
installée comme
pépiniériste à la
Chapelle-sur-Erdre
a fourni des arbres
de haie au jardin
des Ronces...

Bienvenue
dans ma serre!

c'est plus joli
en été quand
les arbres ont
des feuilles

voici
ma table de
rempotage

derrière
c'est la
table de
trempage

Là c'est ma
parcelle de pleine
terre

c'est mon frigo
(chaud, il est à 25°)

là c'est un
pommier

mais bon.
comme j'ai
des chevreuils
je les protège
avec de
l'épine noire

installée en décembre 2024,
elle n'a pas de protection sociale.

l'article de *Lulu** lors de l'implantation en 2021. Échec total prédit pour cette fausse tonnelle en treillis de plastique, genre poubelle de bureau vintage. Le champignon squelettique devait « végétaliser et ombrager la ville sans prendre racine », « réinventer les jardins suspendus de Babylone », « recréer le lien homme-nature » en « plugant le vert dans la ville » pour carrément « restaurer la biodiversité ». Rien n'a poussé. Nada. Fiasco à 100 % de la

box à capteurs intégrant « *en temps réel* » les données d'humidité et de température du bac hors sol rempli de « *substrat écoresponsable* » et assurant un arrosage automatique. La métropole et la Samoa s'étaient félicitées de cette techno solution Corrolle™, ce « *mobilier urbain végétalisé pour rafraîchir l'île de Nantes* » dans le cadre du « *plan climat* », désormais obscurci par la peur de son ombre. ■

Chico Rollmops

* « Le marchand d'ombre est passé », *Lulu* n° 116, juillet 2021.

Planter un arbre pour chaque naissance dans la commune, c'est ce que fait Carquefou, très fière des 183 bébés enregistrés l'an dernier, autant d'invitations aux parents à venir enracciner un arbuste. Le 14 décembre, seules 38 familles ont fait le déplacement, soit 80 % d'abstention. Aux dernières élections législatives, le taux d'abstention n'était que de 26,05 %. La prochaine fois, il faudra planter un bosquet entre les bancs de l'hémicycle. ■

Retour au Jardin des Ronces à Doulon*



* 24 rue de la Papotière

Sur la gueule

Les forces spéciales de la tendresse éducative

La méthode de la « calotte éducative » à Guéméné. Mytho ou vomito ?

PROFESSION : cogne. Qualité : civil. Accessoirement tik tokeur d'extrême-droite sous le pseudo « Le Jarl ». Hobby : candidat suppléant pour le parti d'Eric Zemmour aux législatives de 2022. Vigile de choc louant ses services musclés à qui veut, le Rennais Yovan Delourme fait scandale pour ses violences assumées. Le 8 mars, une free party a lieu dans un squat voisin de son « château-fort » : la boîte qu'il gardienne et codirige.

Il sort, asperge les teufeurs de lacrymo, à bout portant. Ça va mal finir, son bouquin paru en mars et vendu en ligne, mentionne son contrat passé en 2003 avec le maire de Guéméné-Penfao pour châtier des ados de 12 à 17 ans venant d'écoper de rappels à la loi pour tags, petits vols, incivilités de gamins. Deux chapitres titrés « L'hyperviolence devient la solution » et « Quand la fin justifie les moyens » détaillent ses missions éducatives

commanditées, sa société Staff sécurité ayant alors obtenu des gendarmes les noms, photos et adresses des ados à tabasser jusqu'à ce qu'ils se pissent dessus. Facture de l'opération : 2 247 € pour « dix hommes pas spécialement tendres » détaille le bouquin (France 3 Rennes, 25/03). Ces gamins à mater auraient ensuite été « enfermés dans un coffre de voiture, ramenés chez leurs parents pour être frappés devant eux. Les parents

également battus ». Tout le monde n'assume pas. Le maire de l'époque (quatre mandats jusqu'en 2020), Yannick Bigaud, par ailleurs quarante ans speaker à La Beaujoire jusqu'en 2018, ne dément pas le contrat, mais nie la violence : « C'est un mytho qui veut vendre son bouquin. » Le matamore d'extrême droite ne ferait donc qu'une bête et méchante campagne de promo. Le démenti de son ancien client, il n'en a rien à battre. ■

Qui Baulice Moteurs noyés

Hôtel de police, La Baule. Un projet à vau-l'eau.

BONNE nouvelle, la police municipale bauloise peut économiser l'équipement de ses agents en voitures amphibies et bottes d'éclusier. Le déménagement des locaux a fait plancher architectes et bureaux d'études sur un projet, l'Îlot Clemenceau, lancé fin 2021, à moins de 200 mètres du vrai commissariat, police nationale. Surprise tardive : à réception des études de sols, impossible de maintenir le parking souterrain prévu, qui risquerait de virer à la piscine permanente, inondé par la nappe phréatique affleurante et sa remontée lors de longues phases de pluies. Le parking souterrain, alias « R-1 » pour le maire, est donc gommé des plans. Rien de nouveau sous les averse pourtant. Ici, les chantiers de bâtiment créent régulièrement des bassins d'eau stagnante, et, lors de la construction récente d'un immeuble dans la rue adjacente, les fosses creusées pour créer des stationnements souterrains étaient fréquemment envahies par les eaux. Mais, c'est bien connu, l'eau n'a pas de mémoire. Pour le futur local de la police municipale, intégrant le central des caméras de vidéosurveillance, une salle d'entraînement aux clefs au bras et balayettes pour mettre par terre les suspects, une salle de « renforcement musculaire » (trop mous, ces flics !), deux chenils et le fameux parking, cette « découverte » de l'eau sous-jacente vaut une nouvelle étude de « cadrage » pour un parking dit « aérien », c'est-à-dire au ras du sol. Tant pis pour la lutte contre l'artificialisation des sols. Facture de l'étude : 14 790 € TTC. Lors du conseil municipal de fin janvier 2025, la première adjointe a donné des explications en brasse coulée : « problèmes quasi insolubles de rabattement de nappes et de rejet des eaux de pompage » tout en reconnaissant que cette histoire de flotte était prévisible. Avant-projet à refaire. Soit un rab de 46 494 €. Le coût du projet passe à 1,2 M€ soit un dépassement de 5,6 %.

Avant chaque sortie, les voitures des flics municipaux devront vérifier les niveaux d'eau. ■

Gustave Parking

Fric frac tic tac

CHRONIQUE criminelle bauloise : « Vol dans un bureau de tabac » d'un « paquet de Tic Tac » (L'Écho de la Presqu'île, 29/09/2024). Pas un mot sur la prévention de l'addiction au sucre (94,5 %), à la maltodextrine, au fructose, à l'épaississant, à l'amidon, à l'agent d'enrobage, au goût de menthe. Rien non plus sur l'approche multisystémique capable de contrer cette déviance mentholoïde. Le journalisme de proximité tourne à l'encouragement au banditiquetaquisme. ■

Serre fesses

CHACUN ses peurs. L'envahissement par exemple. Arrivent des grandes marées et les tenanciers de bars sur la plage de La Baule « serrent les fesses » (L'Écho de la Presqu'île, 20/08). La contraction d'arrière-train contrarierait-elle la montée des eaux ? ■



Tribord toutes ! Le ménage fait, tournez manège !

Tour vélo, magazine et foire des métiers épargnés par le massacre.

LA PRÉSIDENTE de la région rejoue massacre à la tronçonneuse en mode tri. Couper court, mais maintenir quelques chouchous. Une réputation, ça se construit à la hache. Sous couvert d'« assainir les comptes publics », Christelle Morançais taille partout. Partout ou presque. Elle préserve le magazine *Ma Région*, dont le dernier numéro met sa trombine à la une. Ce n'est que la treizième fois que madame trône sur la première page depuis son intronisation à la région en 2017. Jamais mieux servie... Deux millions d'exemplaires du magazine inondent les boîtes à lettres, quatre fois l'an, pour un coût de 3,12 M€. Sans compter le photographe qui suit la présidente partout pour combler son déficit d'image dans les banques d'images, doté de 50 000 € de salaire brut estimé par Médiacités. Le contraire d'assainir, c'est infester ou infecter ?

Moins valorisant pour madame, la revue *303* consacrée au patrimoine et aux arts de la région*, justement créée en 1984 par Olivier Guichard pour tenter de forger une identité et une entité à ces cinq départements disparates, s'est vu couper les vivres. Moins 50 % cette année, zéro patate en 2026. Le prochain numéro de *303* fait appel au financement participatif. Un comble pour un instrument de *soft power* de l'institution régionale.

Madame Morançais a aussi épargné le tour cycliste des Pays de la Loire, élargissement aux cinq départements d'un tour cycliste de la Sarthe créé quand la Sarthoise Morançais est devenue reine des Pays de la Loire. Et Le Mans a le monopole de la fin de course, M^{me} la présidente l'a imposé. Le marché de l'organisation de la course, pilotage et mise en œuvre, c'est toujours la préférence locale, confié pour trois ans à MSCO, Le Mans Sarthe cyclisme organisation. Ce sarthocentrisme fait des dégâts. Le tour de Vendée cycliste annulé, concurrencé par la course Pays de la Loire, les sponsors allant au plus gros événement. Autre course de

vélos départementale, les Boucles de Mayenne – 50^e édition en juin prochain – s'est vu sucrer son aide région. Budget prévu pour le tour Pays de la Loire : 1,2 M€ en 2025, bien que le suivi par le public et les médias soit ridiculement faible, les étapes parcourant des campagnes désertes et des bourgs sans spectateurs. C'est un budget casino : la Région investit 550 000 € dans un premier temps, le complément restant fumeux puisque la mise des partenaires privés n'est pas actée, le nombre et l'enveloppe de ces mécènes et sponsors restant inconnus au moment du vote. « *Le reste à charge de la région n'est connu qu'après la course. Nous votons donc pour un budget incomplet dont nous ne connaissons pas le montant exact* », note le conseiller d'opposition écolo Franck Nicolon. Bonne fille, la région complétera.

La privation d'« argent magique » épargne aussi le « Big bang emploi » chéri par Morançais. Pas de « *sobriété budgétaire* » pour cette foire itinérante aux formations et filières pros. Sous les flonflons, le budget est flou, annoncé à 2,25 M€, la Région disant en financer un tiers. L'opposition chiffre les dix jours à 4,5 millions d'euros. Fête foraine, cars podiums, barnums et gadgets, « simulateurs de métiers », casques de réalité virtuelle, vidéos immersives 360°, job dating dans un panier de la grande roue montée et démontée à Angers, La Roche-sur-Yon, Laval, Le Mans, Nantes. Comme si ces villes n'avaient pas déjà des salons similaires. Rien que la métropole nantaise en liste une vingtaine dans l'année : Studyrama, Formathèque, 24 heures pour l'emploi et la formation, salon de l'Étudiant, forum Place à l'emploi, village des recruteurs... Certains ne ciblant que le recrutement en alternance ou les jobs d'été. Avec l'assainissement d'une centaine de postes au conseil régional, ça fera des clients aux stands d'orientation. Un tour de manège offert ? ■

Bartolomo Rancoeur

*303 = 44+49+53+72+85.

Fast fashion

Un lycée qui a de la tenue

Le potache est servi ! Au-dessus de la ceinture.

MACRON l'ayant décidé, les p'tits jeunes allaient devoir en passer par le *dress code* imposé par Jupiter. Avec un coût de 200 €, pour moitié apporté par l'État. C'était en septembre 2023. Il fallait cent lycées prêts à expérimenter. Morançais a trouvé ça génial et a encouragé les lycées du périmètre régional à se mettre en phase test. Sur les 193 lycées généraux et pros, et les 80 cathos, moins d'une demi-douzaine se déclarent intéressés. Mais tous laissent tomber, sauf le lycée pro maritime Jacques-Cassard à Nantes. Les potaches, futurs marins pêcheurs et matelots dans la marine marchande, y seraient déjà dans le moule, portant depuis des années un sweat-shirt à l'effigie de leur promo. Donc « *le port de l'uniforme ne les chamboule pas* » (Télé Nantes, 18/01/2024).

La Région a voté en mars 2024 une subvention de 90 000 € pour deux ans pour habiller les 130 élèves. Le fournisseur a été prévenu : il n'en a dépensé que la moitié. Soit un budget de 346 € par tête*, pour trois T-shirts, deux polos et deux sweats. Pas de pantalon, « *faute de trouver un modèle allant aux garçons et aux filles* », dit-il



à Lulu. Certains ados prennent 10 à 15 cm dans l'année, mais on a anticipé sur des tenues de rechange. On va renouveler l'expérience. Madame Morançais a été très claire : pas de coupes dans les lycées. Mais je ne sais pas quelle est la part de l'État. C'est la Région qui gère. Un an plus tard, le gouvernement hésite à renouveler le test pour la rentrée prochaine.

Rappel : « uniforme » est avant tout un terme militaire, désignant l'habit réglementaire porté par les soldats et officiers d'une même unité. Si « on quitte l'uniforme », c'est pour inté-

grer la vie civile où les pékins habillés n'ont que des « tenues ». À l'heure du réarmement de la France et des bruits de guerre à nos portes, il était temps de préparer l'école à devenir garnison. ■

Jojo Švejk

* L'État a annoncé un kit de « cinq polos, deux pulls et deux pantalons par élève » pour 200 €. En région Auvergne-Rhône-Alpes, c'était 224 € par lycéen, pour deux jeux de tenues. À Limoges, 923 € pour un trousseau de 12 vêtements par élève, y compris le stock de réassort.

** 5 à 10 % d'adolescentes, selon les années.

Petite folie des grandeurs

La remontada, version retouche photo.

ON CONNAISSAIT la technique des sièges en contrebas face au bureau d'un *big boss*, obligeant l'interlocuteur à le regarder en contre-plongée. Rabaisser l'autre pour le dominer. Même idée au *Figaro* (21/02), où la une sur Christelle Morançais a pris

soin de remonter sa silhouette pour qu'elle dépasse d'une bonne tête* l'autre « *guerrière anti-dépense publique* », directrice d'un *think tank* ultralibéral, pourtant quasiment de la même taille, en atteste une autre photo de l'article du *Figaro*.

Yeux plissés, posture volontaire, Morançais paraissant 2,12 m à moins l'air d'une vraie géante que d'un pitbull en tailleur. Pour une vraie posture Benito, il aurait fallu aussi remonter le menton. ■

* Repéré par Olivier Ertzscheid sur son blog affordance.framasoft.org

Immo Bill yéyé

Le fier mari hussard

Pour flinguer la culture, Christelle Morançais mène le bal. Son mari se contente du baluche.



QUI est Jean René Marcel Lavaupot ? « *Pas peu fier d'être "le mari"* », clame-t-il sur LinkedIn. À part être marié à Christelle Morançais, il est peu connu dans la famousphère qui donne du buzz aux gens trop *famous*. Dans la Sarthe, il préside la CPME, Confédération des petites et moyennes entreprises. Avec madame, avant qu'elle ne soit promue reine des Pays de Loire, il a monté en 2011, puis a revendu MegAgence, un réseau national de consultants en immobilier, dont Christelle était la directrice générale.

Sur LinkedIn encore, il poste en août dernier un énigmatique « *Se méfier des promesses électorales* » illustré par un loup promettant de devenir végétarien. Est-ce une pique à la promesse de campagne de M^{me} Morançais de créer une police des lycées (France 3, 09/06/2021) ?

Il vante les indépendants et se dit « *admirateur des "hussards" de l'entreprise : ils créent au moins un emploi, le leur. Ils fabriquent des taxes au profit de la collectivité. Ils génèrent des cotisations sociales. Ils prennent des risques financiers. S'ils échouent, ils perdent leur propre argent. Pour toutes ces raisons, ils méritent d'être traités comme des bienfaiteurs. Pas moins. Le plus humble entrepreneur individuel apporte plus à la collectivité que le plus talentueux des salariés.* » Parce que, voilà, le régime salarial « *finir par s'autodétruire dû à la surprotection rigide dont il s'est vu affublé* ». Au moins, avec madame, ils vont pas s'engueuler sur l'oreiller en discutant politique.

Quelques cachets à gratter

Avec un groupe de reprises rock, Golden Shoes, Lavaupot fait des animations de mariage, gratte la guitare

aux 24 heures du Mans, pour des séminaires et soirées d'entreprise. Pas besoin d'aides publiques. Faut juste payer la Sacem pour les chansons reprises. Vous n'oubliez pas, hein, monsieur Lavaupot ? Valorège, la boîte qu'il a montée en 2016, fournit du matos en location pour les scènes des petits concerts dans la Sarthe. Quand la culture, dézinguée par madame, est plongée dans la mouise. Sur son site, un témoignage « *On confie toutes nos scènes à Valorège production* », signé... Golden Shoes. Faute d'autre prescripteur, c'est Lavaupot qui se recommande lui-même. Il vend aussi des sorties en l'air sur une réplique de biplan vintage. Comme dirigeant de PME, ça fait p'tit joueur.

Désanataniseur à ses heures

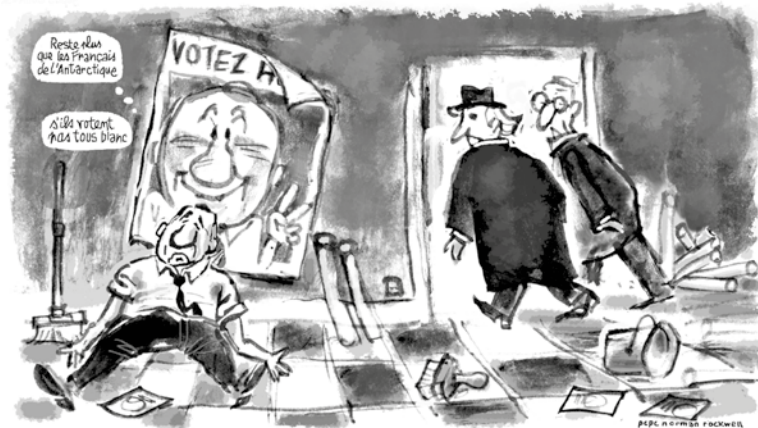
En 2023, Christelle Morançais est passée au Hellfest montrer son soutien et le rétablissement des subventions régionales, plastronnant pour un selfie avec le big boss Ben Barbaud. Elle s'y essaye au signe de reconnaissance des métalleux, index et petit doigt pointés. Ses fidèles lui rappelleront vite que c'est, bon dieu d'bon dieu, une référence sulfureuse aux cornes du diable. Pour tempérer ces objections de bénitier, Lavaupot a fait aussi le pèlerinage au Hellfest, refait un selfie avec Barbaud, et vanité « *l'ambiance incroyablement bon enfant* » et « *pas du tout l'enfer satanique* ». Il y a fait « *connaissance de cadres sup, de chefs d'entreprise et autres bénévoles (qui ne sont rien)* ». Quand on n'est pas patron ou manager, forcément, on n'est rien... Tout le monde n'est pas fier mari. ■

Shinju Piterrien



Chevalerie blanche Le réfugié de Monaco

Michel Hunault vise la députation et se cherche une réputation. Mais aussi une terre d'élection, un job, des amis...



« corruption », « trafic d'influence » et « prise illégale d'intérêts ». Ça fait désordre pour la fiabilité du SICCFIN, le Service d'information et de contrôle des circuits financiers que dirige Hunault, où il péroré à qui mieux mieux sur la performance de ses services et le Rocher désormais irréprochable. Quand un journaliste monégasque lui demande s'il est au courant bien avant les journaux des scandales de blanchiment ou de corruption, Hunault lâche : « *Il n'y a pas un scandale mondial dont*

on n'a pas eu, à un moment donné, les bribes d'une information ou d'une connexion. » (*L'Observateur de Monaco*, 22/01/2021). Patatras. Le dernier scandale au plus haut sommet du Rocher prend en défaut son secteur de compétence. Hunault a préféré démissionner, deux ans avant la fin de son contrat. Et le service a changé de nom. Il fallait tourner la page Hunault. Alors, retour en France. Ses passages comme maire de Derval, conseiller général du canton ou conseiller régional n'ont pas laissé de souvenir impé-

risable. Il avait rêvé d'être maire de Nantes en 2007, mais personne ne voulait de sa candidature. Il avait été exclu de l'UMP en 2004 en se présentant aux Européennes contre la liste officielle. En 2006, il siège à la commission d'enquête parlementaire sur les sectes et se fait repérer à une conférence d'une antenne de la Scientologie. Ça fait tresser. En 2011, il fantasme à l'idée d'être nommé au poste prestigieux de juge français à la Cour européenne des droits de l'homme. Il insiste auprès de Sarkozy qui le met sur la liste des candidats tricolores. Consternée par le profil de Hunault, la Cour refuse tout net. Ex-député RPR, passé par le Modem et le Nouveau Centre, Michel Hunault a rallié Ciotti au printemps 2024. Aux législatives en juin 2024, nouvel échec dans la circonscription de La Baule, sous la bannière « *Union de l'extrême droite* » (Ciotti+RN+Reconquête+Debout la France). En 2026, il se verrait bien à la mairie de La Baule avec Caroline Glon. Avec un tel cheval de retour, c'est même pas la peine d'y aller. ■

René Renié

Martyr, c'est pourrir un peu Caroline et ses amis en Extrême

L'avocate bauloise nie : elle n'est ni bourgeoise, ni d'extrême droite. Ni quoi encore ?

SA PROXIMITÉ avec l'extrême droite plombe la conseillère municipale chargée du réaménagement du remblai, des travaux et du patrimoine à La Baule. Pour les prochaines municipales en Armorique, l'avocate bauloise Caroline Glon avait cofondé une plate-forme qu'elle pensait attrape-tout pourvu que ce soit breton, « Bretagne Notre avenir ». Lancement à Carhaix le 1^{er} mars. Elle s'est réjouie de la présence de militants du PNB néonazi, ce qui a valu à Caroline son éjection. « *On ne rassemblera pas dans la haine et le rejet d'autrui* », lui a lâché l'autre cofondateur, le Nantais Yvon Ollivier*, vice-procureur dans le civil, notamment en décembre

dernier requérant de la prison ferme au procès des nervis du commando d'extrême droite « Breizh Firm » ayant agressé les clients et le personnel du bar le Hopopop en juillet 2019. Voilà donc Caroline virée de la structure qu'elle venait à peine de créer. La fachosphère bretonne a aussitôt défendu cette nouvelle martyre de la gauche extrêmement intolérante. M^{me} Glon l'a déjà montré, elle est très tolérante question fréquentations. À la tête de l'association de sauvegarde du patrimoine baulois, elle a invité en décembre 2023 l'historien d'extrême droite Reynald Secher, et lui a fait un don pour sa retape d'église à la Chapelle-Basse-Mer.

Si elle fait partie du « *Club des originaux baulois* », strictement réservé aux personnes nées à La Baule, et se dit bretonne d'abord, cette préférence locale ne l'empêche pas, au sein de Vieilles maisons françaises, de recevoir un prix des mains de son délégué général François Hélie de La Harie**, proche de Philippe de Villiers et Reynald Secher, animateur d'un débat avec Zemmour en 2018. Fille de promoteur, très fière de vivre dans une villa de quinze pièces près du secteur huppé des palaces et de la plage Benoît, elle assure qu'elle n'est pas une bourgeoise. Elle concède qu'elle est de droite, mais pas d'extrême, et pas affiliée au PNB ni au RN. Sur sa villa

qui n'est pas d'extrême jeunesse, elle raconte régulièrement la découverte, sous le papier peint, de croix gammées peintes sous l'Occupation dans la bâtisse réquisitionnée. L'extrémisme, on le voit, n'est pas son truc, même si elle se verrait bien maire de La Baule en tandem avec Michel Hunault, avocat lui aussi, ex-député RPR, et qui, après un passage par le Modem, a fini au printemps 2024 par rallier Ciotti soutenu par le RN. Ceci dit pour que les choses soient extrêmement claires. ■

Jean Pouffet-Noirot

* Président de Koun Breizh, asso défendant le patrimoine culturel et linguistique.

** « La croix et la bannière », *Lulu* n° 125-126, novembre 2023.

Kanivo Le nazisme à triskel sélectif

Résurgence d'un groupuscule haineux : comment ça se dit, en breton unifié ?



RIEN À VOIR avec le produit national brut. Pour les historiens et une bonne part des militants bretons, le PNB, Parti national breton, c'est un passé difficile à digérer. Un parti nationaliste ouvertement antisémite et nazi, créé en décembre 1931, véritablement fasciste en 1937, en déroute en 1944, aux oubliettes depuis. Jusqu'à sa renaissance groupusculaire en juillet 2021, repris par un militant pronazi, Boris Le Lay. En fuite au Japon depuis 2014, il cumule dix ans de condamnations à de la prison ferme, pour menaces de mort, incitation à la haine raciale, contestation de crimes contre l'humanité, injures sexistes... Il a treize mandats d'arrêt aux fesses. Ses messages racistes exigent par exemple « *l'expulsion de la Bretagne vers la France des étrangers jugés indésirables* ». Il publie les premières vidéos de propagande du PNB sur une chaîne Odysee, un Youtube d'extrême droite amalgamant complotistes, négationnistes, fakenioustes, antisémites et antivax. Le slogan du PNB « *ur gwad, un douar, ur stad* », un sang, une terre, un État. Ça rappelle pas un

truc? Même si la stratégie récente est de sortir de l'état groupusculaire, d'apparaître à visage ouvert, de porter quelques candidats « *en col blanc* » aux prochaines municipales, tout en assumant les cols bruns et « *les gros bras, plus physiques qu'intellectuels* ». Le groupuscule revendique une « *armée de milices* » enrôlant « *tous les Bretons de sexe masculin âgés de 20 à 60 ans* », réclamant la « *peine de mort par pendaison* » pour détention de drogue ou pour avoir « *pénétré illégalement sur le*

territoire national breton », l'interdiction de l'IVG et de la contraception (il faut repeupler), la taxation lourde des célibataires, sans oublier le « *rapatriement des cendres du roi de Bretagne Saladin 1^{er} pour qu'elles reposent en la cathédrale de Nantes* » (reliques présumées, un bout de crâne, à Pithiviers). Surtout présent à Saint-Malo, le parti néonazi, raciste et homophobe a pour signe le triskèle jaune sur fond noir dans une rondelle dentelée. Son site web annonce neuf sections, dont une

en pays nantais, qui arbore en sigle guerrier une épée au centre d'un *kroaz du*, croix noire sur fond blanc exhumée du Moyen Âge par la Bezenn Perrot, milice paramilitaire intégrée en 1943 dans le SD, alias *Sicherheitsdienst*, le service de renseignement et de maintien de l'ordre des SS.

En décembre 2023, le PNB revendique d'énigmatiques et timides « *actions d'affirmation nationale bretonne* » en pays nantais, en fait un collage d'affiches (une seule photo à l'appui) à Thouaré-sur-Loire. Le 12 octobre 2024 à Nantes, une petite manifestation de quelques centaines de partisans pour la Bretagne à cinq départements rassemblant des militants de la droite à l'extrême gauche voit une poignée de militants du PNB déployer leur banderole. Engueulades, altercation. L'élue de Nantes Florian Le Teuff reçoit un bourre-pif, un des organisateurs qui veut s'interposer est jeté à terre. Pas encore sur la voie de la respectabilité non violente. ■

Giuseppa T. Henaff

* Odysee, 10/11/2024.

Allo quoi ?
Zone
d'ombres chinoises
Les persécutés ne sont pas toujours aussi fréquentables qu'on le dit.

Fausse alerte à la bombe à l'hôtel de ville, évacué, les rues attenantes bloquées plus d'une heure, le 20 février. Selon *Ouest-France*, l'appel téléphonique menaçant « *visait un spectacle chinois à la Cité des congrès* ». Sans en dire plus. Le show en question, « *Shen Yun 2025. La Chine avant le communisme* », a donné onze représentations à la Cité des congrès. Billets entre 75 et 135 €. Un spectacle très orienté. Contre le parti communiste chinois surtout. Cette grosse production est à la fois une tirelire et une arme de *soft power* du groupe religieux Falun Gong (ou Falun Dafa), très à droite pour pas dire plus, mais qui réussit à se faire présenter par la presse uniquement comme victime : « *Mouvement spirituel réprimé par le régime chinois* » (*Ouest-France*, 22/02). Les médias du mouvement, *Epoch Times* et la chaîne télé New Tang Dynasty, soutiennent ouvertement le candidat Zemmour en 2022, et la droite radicale américaine et ses relents complotistes : Steve Bannon, Trump, le mouvement QAnon. Dans une précédente mouture du spectacle de danse, des chanteurs clamaient « *derrière le dogme et l'évolution se tient Satan* », ou « *avec les pensées et actions modernes, on se blesse soi-même* » (*Le Monde*, 26/04/2023). Le show diffuse « *un message critique contre le régime chinois, tout en promouvant les thèses racistes et complotistes de son fondateur* » (*Le Figaro*, 16/03/2024). Quand il ne dénonce par l'homosexualité, le maître à penser du mouvement, Li Hongzhi (prononcer « *maître Li* »), signale que des « *extraterrestres* » épargnés par la dernière apocalypse cherchent à débarquer sur Terre pour remplacer l'humanité, d'ailleurs déjà, « *les aliens ont commencé à envahir l'esprit humain, son idéologie et sa culture* ». Le logo assemble cinq croix gammées et quatre rosaces du yin et du yang. Et sinon, pour les initiés du mouvement, « *le Falun (Roue de la loi) est implanté, par télékinésie, dans l'abdomen par le maître en personne. L'activation de cette "roue" aspirerait les bonnes énergies et rejetterait les mauvaises afin d'atteindre l'illumination* » (fiche Unadfi*), sachant que « *la mixité raciale empêcherait l'homme d'atteindre la "vérité", de connaître des niveaux élevés. Les métiers seraient à l'origine d'un complot fomenté par des extraterrestres méchants* ». Des métiers que maître Li qualifie d'« *intellectuellement et corporellement incomplets* ». Le spectacle se garde bien de ces propos racistes et maquille l'idéologie de la « *voie de la roue de la puissance* » sous le double axe de la tradition et de la croyance victime du régime chinois. Histoire de rouler les pékins dans la farine. ■

Conrad Fussius

* Union nationale des associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes.

Filiérisme

La mort qui couvait

Salariées en bout du rouleau pour volailles à dézinguer. L'employeur condamné pour homicide involontaire.



volailles. Les plannings du personnel ? Torchés la veille « *pour répondre aux demandes* ». Ce qui veut dire plus de fatigue, des troubles du sommeil, le corps qui encaisse comme il peut. Tous les médecins du travail et les salariées de nuit savent ça.

Filière étrangère

60 % des 120 employées d'Aviserv viennent de Roumanie. Effectifs triplés depuis 2012. « *Allié historique de la filière avicole* », Aviserv revendique sa « *filière étrangère* » mais là, on parle d'humains, recrutés en Roumanie, avec des bureaux depuis 1992 à Constanța, au bord de la mer Noire, et à Smeeni, au pied des Carpathes. À Liré, au siège, une « *chargée de relations étrangères, roumaine* » accueille les nouvelles recrues leur premier jour, pour signer leur contrat et la charte

des bonnes pratiques sanitaires. Les cours de français, on verra plus tard. Et puis on enchaîne le travail. Le jour du drame, elles allaient faire du « *sexage* », la nuit. C'est le sale boulot de l'élevage des poules pondeuses : il faut séparer les poussins mâles qui ont le tort de ne pas faire d'œufs, ces idiots. Tous les jours, des milliers de poussins triés et exterminés à la naissance. Outre le sexage, Aviserv pratique aussi la castration des poulets et pintades et le « *traitement du bec et des griffes* », c'est-à-dire amputation et époinçage, pour éviter les bagarres trop sanglantes (« *griffures entre volailles* » et « *cannibalisme* », explique Aviserv sur son site) dans les élevages surpeuplés. Voilà pour le bien-être animal... Les réglementations suivies scrupuleusement concernent les vé-

hicules « *stockés dans un garage fermé et équipé d'un automate de nettoyage et désinfection* » avec tous les mois des contrôles stricts « *sur le matériel et les véhicules par chiffonnette et boîtes de contact* ». Tout ça pour éviter de propager la grippe aviaire.

Marche ou crève

Pour les ouvrières, il y a moins d'égards. Les petites mains, on les paye petitement. À 53 ans, la rescapée de cette nuit mortelle était à 1 300 € net, après 23 ans d'ancienneté. Sa voiture perso en rade, pas les moyens de la réparer, elle marchait deux heures et demie pour aller embaucher, le plus souvent de 2 h du mat à midi. Parfois avec prolongation jusqu'à 18 ou 19 h. C'est quoi, ce code du travail inepte qui limite à huit heures par jour, et cette tracasserie d'inspecteur du travail, le « *repos compensateur* » ? La salariée lâche au procès : « *J'ai de l'arthrose au pied parce que j'ai trop marché... La fatigue venait surtout de cette marche.* » (*L'Hebdo de Sèvre-et-Maine*, 02/12/2024). Un chiffre rappelé à l'audience : 31 % des accidents du travail ont lieu sur les routes. Un autre chiffre : 600 € par mois, montant de l'allocation adulte handicapé avec laquelle elle doit désormais survivre. Elle ne travaille plus pour Aviserv. Trois ans et demi après cette nuit qui a bousillé sa vie et tué sa collègue, elle est suivie par une psy, et dort mal, très mal. Une seule nuit, précédée et suivie de bien d'autres, qui empêche de dormir toute la vie. ■

Sandra Coula

Gratis pro hétéro

Au bonheur des hommes

Les femmes comme produit d'appel. On est en quelle année, là ?

BAL des célibataires à Saint-Omer-de-Blain, fin mars. Comme l'an dernier, c'est gratuit pour les femmes en début de soirée. Les organisateurs ont fait le constat de la disparition des bals musette en zone rurale pour draguer : « *Les lieux de rencontre se font rares pour des personnes lassées d'être seules* » (*L'Éclairer de Châteaubriant*, 11/01/2024). L'offre relève du sexisme dit « *bienveillant* » : pour éviter d'avoir une salle bondée de bonhommes en chasse mais sans proies, il faut rééquilibrer, attirer des femmes comme apâts pour hommes hétéros.

À Nantes, certains soirs en première partie de soirée, des discothèques

ont pratiqué ou proposent encore l'entrée gratis « *pour les filles* » ou « *pour les dames* » selon l'âge de la clientèle ciblée : le Royal, le Loft club, The Room. Le Fox trot jusqu'à sa fermeture en 2022. Idem pour le Papa Tango à Saint-Sébastien-sur-Loire, repris par le Moon social club. Le Royal a aussi fait des soirées avec « *bouteille de bulles offerte aux groupes de cinq filles* » (mesquin : c'est même pas du champ'). Catégorie « *libertin* », le Guili's à Carquefou réserve ses entrées gratuites aux « *femmes seules* ». Illustration de l'adage « *quand c'est gratuit, c'est vous le produit* ». ■



Gong washing à gogo

LE 7 DÉCEMBRE 2024, lors de la Journée des droits de l'homme, des adeptes du *Falun Gong* ont fait de la retape sur le trottoir, place de l'Écluse à Nantes. Idem le 10 août place Royale. Eux appellent ça un « *site de clarification de la vérité* ». T-shirts jaunes, tapis de pratique bleus. Les adeptes locaux proposent des séances de qi gong gratuites, en plein air, à La Baule, et à Saint-

Herblain le dimanche devant le château de la Gournerie. Nantes métropole liste l'association « *Cœur de jade blanc* » à Palluau, pourtant en Vendée et pas du tout en territoire métropolitain. En présentant cette asso sous les thèmes « *Solidarités, Arts, cultures et patrimoines, Vie locale, Défense des droits, causes et intérêts* ». Voilà pour la clarification de la vérité. ■

La fessée à Lulu

Dans le dernier numéro, l'article « *Radio cacatho* » s'est emmêlé les micros, entre RCA, Radio Côte d'Amour, et RCF qui, elle, est bien catho. En espérant ne pas avoir contribué à une décote d'amour du prochain. ■

Cas z'échéant

Transparent pauvre

L'hôpital public nantais a créé un fonds de dotation permettant de draguer des sponsors en les récompensant par de la défiscalisation. Mais attention, il y aura bientôt des principes, une charte de déontologie qui s'engage à un truc dingue : « *La transparence* », qui promet de « *rendre compte de ses réalisations et des utilisations des dons qu'il perçoit, comme à faire état des contreparties obtenues par tout donateur, en respectant le cas échéant les engagements de confidentialité pris auprès d'un donateur* ». Transparent, sauf quand le sponsor veut pas. ■

Machistes pestiférés

Grosses légumes : on parle, là, des industriels de la salade, pas des petits producteurs : « *Les maraîchers en ont marre d'être "attaqués"* » et « *pestent contre l'image de leur profession "véhiculée par les médias"* » (*Ouest-France*, 21/12/2024). Ces gens sont mal élevés. Véhiculé, c'est un gros mot, il y a « *cul* » dedans. Et on ne peut pas juste dire qu'ils pestent : ils pesticides bien plus. ■

Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Clément Dragor, Anis Mauresque, Jeanne Morue, Jules de chez Smith, Machin, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Sophie Nasri. Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321 *La Lettre à Lulu* est éditée par l'association La Luttre à Leuleu (c/o Sans Sherif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes). Tirée à 1 600 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine. Les textes publiés sont « *copyleft* ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : *La Luttre à Leuleu*
Adresse : c/o Sans Sherif
..... 18 rue Geoffroy-Drouet
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement en ligne
Courriel : (papier ou pdf) via notre
site lalettrealulu.fr